

Open Letter to President Macron about Human Rights Abuses in Cameroon

Le 12 novembre 2019

L'honorable Emmanuel Macron
Président de la République française
Palais de l'Élysée, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris, FRANCE

Cher Monsieur le Président Emmanuel Macron,

Nous, intellectuels, écrivains, et avocats des droits de l'Homme soussignés, écrivons pour implorer la France de renforcer son engagement en faveur de la résolution de la crise anglophone au Cameroun, décrite par certains analystes comme « le Rwanda au ralenti ».

Plus précisément, nous exhortons respectueusement la France à utiliser son influence considérable sur le gouvernement du Président Paul Biya pouvant ainsi encourager le Cameroun à se rallier ouvertement aux pourparlers de paix conduits par la Suisse ce qui permettrait de cesser les meurtres et les atrocités perpétrés dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest du pays. Une solution durable doit coûte que coûte provenir d'un processus de médiation incluant les groupes séparatistes armés anglophones et les dirigeants de la société civile non violents.

C'est urgent; la violence déshumanisante au Cameroun ne doit pas atteindre la même ampleur que celle survenue au Rwanda en 1994. Tandis que d'une part des groupes armés non-étatiques et des bandits utilisent des machettes pour mutiler, torturer et décapiter, d'autre part, les forces gouvernementales commettent des crimes contre l'humanité tels que des exécutions extrajudiciaires et des villages brûlés. Les journalistes, les politiciens de l'opposition et d'autres civils sont détenus à tort. Plus d'un demi-million d'anglophones sont déplacés alors qu'ils fuient la violence. Des centaines de milliers d'enfants ont manqué l'école pendant plus de trois ans et, selon des rapports récents des Nations Unies, 1,4 million de personnes risquent de souffrir de famine.

La France et la communauté internationale savent sans doute que le récent Grand Dialogue National organisé par le Cameroun n'a pas abordé de manière adéquate la crise anglophone. Par conséquent, la violence persiste dans les régions anglophones depuis la fin du dialogue le 4 octobre.

Le Grand Dialogue National et la libération des prisonniers politiques ont été un pas dans la bonne direction. Cependant, le dialogue n'a point abordé les causes profondes du conflit; il excluait toute discussion sur d'autres formes de gouvernance et n'offrait pas suffisamment de garanties de sécurité aux dirigeants de la diaspora et des séparatistes. Autrement dit, il n'a su mettre fin aux atrocités ni a produit une solution politique acceptable ou viable pour les régions anglophones. Les pourparlers menés par la Suisse semblent désormais être le seul moyen de parvenir à une solution politique appropriée, et ce, par le biais d'une table de négociation inclusive.

Monsieur le Président, nous espérons que, vous personnellement et, votre pays la France, valorisent vos relations historiques et vos liens tissés avec le Cameroun, et souhaitent le retour de la paix dans ce pays. Nous croyons que la France ne souhaite pas se rendre complice d'un autre génocide en Afrique après le Rwanda et qu'elle prenne toutes les mesures possibles dès maintenant. Veuillez promouvoir vivement les pourparlers suisses afin que la violence crapuleuse puisse cesser immédiatement, que les droits de l'Homme soient respectés et que la normalité revienne au Cameroun anglophone et francophone.

Les Camerounais et les camerounaises, frères, sœurs et amis du Cameroun en France ainsi que le monde entier vous attendent.

1. Alphonsus B. M. Gbanie, Executive Secretary, Human Rights Defenders Network – SL, Sierra Leone
2. Awada Ali Yakhoub, Président National de l’AECPEM, Association pour l’enseignement coranique et la protection des enfants mouhadjirine, Tchad
3. Centre for Human Rights, Faculty of Law, University of Pretoria, South Africa
4. CLEEN Foundation, Nigeria
5. Consortium of Ethiopian Human Rights Organizations – CEHRO, Ethiopia
6. Cory Williams, Co-Founder, Darfur and Beyond, USA
7. Defenders Coalition (National Coalition of Human Rights Defenders – Kenya), Kenya
8. Dr. Al Sutton, Africa Freedom Coalition, USA
9. Dr. Charlotte Walker-Said, John Jay College, City University of New York, USA
10. Dr. Elisa von Joeden-Forgey, Dr. Marsha Raticoff Grossman Associate Professor of Holocaust and Genocide Studies, Stockton University; Former President, Genocide Watch; Former First Vice-President, International Association of Genocide Scholars, USA
11. Dr. Gerald Bareebe, Postdoctoral Fellow, Department of Political Science, University of Toronto – Scarborough, Canada
12. Dr. Gregory H. Stanton, Founding President, Genocide Watch, USA
13. Dr. James Angove, Lecturer in Moral and Political Philosophy, University of Oxford, UK
14. Dr. Lynn Cockburn, Assistant Professor, University of Toronto, Canada
15. Dr. Manjeet Ramgotra, Lecturer in Law, SOAS, University of London, UK
16. Dr. Michael Minch, Peace and Justice Studies, Utah Valley University, USA
17. Dr. Piet Konings, Honorary Fellow, African Studies Centre, University of Leiden, The Netherlands
18. Dr. Robert K. Hitchcock, Professor, Department of Anthropology, University of New Mexico, USA
19. Dr. Roxana Willis, Researcher in Law and Criminology, University of Oxford, UK
20. Dr. Samuel Totten, Professor Emeritus, University of Arkansas, USA
21. Eric Cohen, Chairperson and Co-Founder, Investors Against Genocide, USA
22. Esther Sprague, Director, Sudan Unlimited, USA
23. Francis Kpatindé, Maître de conférences, Sciences Po Paris, France
24. Fred Muvunyi, Editor, Germany’s international broadcaster DW; Consultant, Freedom House; Op-Ed contributor, The Washington Post, Germany
25. Gabriel Stauring, Stop Genocide Now, USA
26. George Shirinian, Executive Director, Zoryan Institute, Canada
27. Jeffrey Smith, Executive Director, Vanguard Africa, USA
28. Jonathan Osei Owusu, Executive Director, POS Foundation; Vice Chairman, Ghana Human Rights NGOs Forum; Convener, West Africa Human Defenders Network – Ghana chapter and UN UPR, Ghana
29. Kim Klett, Educators’ Institute for Human Rights, USA
30. Kyle Matthews, Executive Director, Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies, Canada
31. Lauren Fortgang, Director and Co-Founder, Never Again Coalition, USA
32. Lawyers’ Rights Watch Canada
33. Linda Melvern, Author: A People Betrayed – The role of the west in Rwanda’s genocide; Conspiracy to Murder – The Rwandan genocide, UK
34. Mme Mama Koité Doumbia, Présidente du Réseau MUSONET/Mali; Représentante Afrique au Trust Funds pour les Victimes de la Cour Pénale Internationale/CPI; Membre de FemWise Africa/Union Africaine; Présidente de la Plateforme des Femmes leaders du Mali; Membre du Groupe Consultatif ONU Femmes Afrique Ouest et Centre; Membre du Réseau Francophone Egalité Femmes Hommes/OIF, Mali

35. Martha Boshnick, Co-chair, Darfur Interfaith Network, USA
36. Ndifuna Mohammed, Executive Director, Justice Access Point – Uganda (JAP), Uganda
37. Pearl Eliadis, human rights lawyer and Adjunct Professor of Law, Faculty of Law, McGill University, Canada
38. Professor Adam Jones, Political Science, University of British Columbia, Canada
39. Professor Amanda Hammar, Director, Centre of African Studies, University of Copenhagen; President, Africa-Europe Group for International Studies (AEGIS), Denmark
40. Professor Arshin Adib-Moghaddin, SOAS, University of London, UK
41. Professor David Livingstone Smith, University of New England, USA
42. Professor Elisabeth Weber, University of California – Santa Barbara, USA
43. Professor Gareth Austin, Professor of Economic History, University of Cambridge, UK
44. Professor Ian Taylor, School of International Relations, University of St Andrews, UK
45. Professor the Lord Alton of Liverpool, Liverpool Hope University, UK
46. Professor William Felstiner, Cardiff University, UK
47. Raoul Wallenberg Centre for Human Rights, Canada
48. Rebecca Tinsley, Founder, Waging Peace, UK
49. Sam Weller, Canadians for Peace in Cameroon, Canada
50. Terry Nickelson, Executive Director, Our Humanity in the Balance, USA